

**Union européenne - Conseil des
affaires étrangères - Corée du Nord
: l'UE aligne ses sanctions sur la
dernière résolution du Conseil de
sécurité des Nations unies -
Communiqué de presse du Conseil
de l'Union européenne
(Bruxelles, 26 février 2018)**

Le Conseil a intensifié les mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) en achevant de transposer en droit de l'UE les mesures imposées par la récente résolution 2397 (2017) du Conseil de sécurité des Nations unies, la dernière en date adoptée en la matière.

Les mesures transposées aujourd'hui sont notamment les suivantes :

- le renforcement de l'interdiction d'exportation vers la RPDC de tous produits pétroliers raffinés, en réduisant de 2 millions à 500.000 barils par an le nombre de barils qui peuvent être exportés;
- une interdiction d'importer des produits alimentaires ou agricoles, des machines, du matériel électrique, de la terre et de la roche, et du bois, en provenance de la RPDC;
- une interdiction de fournir à la RPDC tout outillage industriel, des véhicules de transport, et une extension de cette interdiction au fer, à l'acier ou à d'autres métaux;
- de nouvelles mesures restrictives maritimes contre les navires lorsqu'il existe des motifs raisonnables de penser qu'un navire est utilisé pour violer des sanctions des Nations unies;
- l'obligation de rapatrier tous les travailleurs de la RPDC travaillant à l'étranger dans un délai de 24 mois, sous réserve du respect de la législation nationale et du droit international applicables.

L'interdiction totale d'exporter du pétrole brut prévue par la résolution 2397 (2017) avait déjà été mise en place par l'UE le 16 octobre 2017.

Lors de l'adoption de ces mesures, le Conseil de sécurité des Nations unies a réaffirmé, dans sa résolution 2397 (2017), que la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques et de leurs vecteurs constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales. L'UE a

exprimé à plusieurs reprises son souhait que la RPDC s'engage dans un dialogue crédible et constructif en vue de la dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la péninsule coréenne.

Les actes juridiques adoptés aujourd'hui par le Conseil ont également tenu compte du fait que trois personnes et une entité visées par des mesures autonomes de l'UE étaient maintenant inscrites sur la liste de l'ONU. Le nombre de personnes et entités visées par les mesures restrictives à l'encontre de la RPDC s'élève à 79 personnes et 54 entités au titre des listes de l'ONU et à 55 personnes et 9 entités au titre des mesures autonomes de l'UE.

Les nouvelles inscriptions imposées par la résolution 2397 (2017) du Conseil de sécurité des Nations unies ont été transposées dans le droit de l'UE le 8 janvier 2018. Le 22 janvier 2018, l'UE avait ajouté 17 noms supplémentaires à sa propre liste de personnes visées par des sanctions.

L'UE met en oeuvre toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies adoptées en réaction aux programmes nucléaires, aux programmes d'armes nucléaires et aux programmes d'armes de destruction massive d'un autre type et de missiles balistiques de la RPDC, et oeuvre à assurer leur réelle application par tous les États membres des Nations unies. En outre, l'UE a imposé à l'encontre de la RPDC des mesures restrictives autonomes qui complètent et renforcent le régime de sanctions des Nations unies./.